En Jeu. Histoire et mémoires vivantes

N° 1 | 2013
Résistances au musée

Plateforme éditoriale

Pourquoi une nouvelle revue ?

Frédéric ROUSSEAU

Charles HEIMBERG Professeur des universités
IUFE, FPSE
University of Geneva
Yannis THANASSEKOS

Jacques ARON Essayiste
Chercheur indépendant
Yves LESCURE Directeur général
Fondation Mémoire Déportation, Paris

Édition électronique :
URL : https://en-jeu.numerev.com/articles/revue-1/845-plateforme-editoriale
DOI : numerev_1450
Date de publication : 01/06/2013

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : ROUSSEAU, F., HEIMBERG, Ch., THANASSEKOS, Y., ARON, J., LESCURE, Y. (2013) Plateforme éditoriale. *En Jeu. Histoire et mémoires vivantes*, (1). https://doi.org/10.34745/numerev_1450

Mots-clés :

UNE THÉMATIQUE MAJEURE

Aussi bien dans l'espace savant que dans l'espace public, la thématique des crimes politiques de masse, au premier chef des crimes et génocides nazis, est désormais explorée sur le plan de la transmission mémorielle sous toutes ses formes. La bibliographie disponible à ce jour est immense, il est impossible de l'embrasser d'un seul regard, aussi expert soit-il. Peu d'événements d'histoire contemporaine ont suscité un tel emballement scientifique, pédagogique, voire culturel, en un laps de temps aussi court.

CONFRONTATIONS, CONTROVERSES, POLÉMIQUES

À côté de ce tableau qui atteste non seulement de l'importance de cet objet pour la mémoire collective, mais aussi de la vitalité de la recherche scientifique, il y a lieu d'ajouter celui, particulièrement riche et fascinant, qui discute et confronte diverses interprétations de matériaux documentaires à partir desquels sont constituées les catégories de crimes et de génocides nazis. Sur le plan factuel et documentaire, la recherche semble avoir atteint une masse critique assurée, mais en revanche, sur le plan interprétatif, les controverses, voire les polémiques, prolifèrent sans cesse et se structurent en courants plus au moins institutionnalisés, voire labélisés. Les hypothèses interprétatives – des plus stimulantes aux plus dérisoires – occupent désormais une place de choix dans le paysage éditorial – ouvrages, articles, séminaires, colloques, etc., en manifestant une véritable effervescence. C'est un point très important. Sous ce rapport, la revue *En jeu* est non seulement attentive à ces grandes controverses interprétatives, mais elle a pour ambition d'y participer activement en se démarquant d'une pensée molle et consensuelle que valorise *l'esprit du temps.* Par conséquent, elle n'entend pas éviter les questions historiographiques qui *fâchent.* Elle réaffirme par exemple la place essentielle du témoignage et le rôle irremplaçable des témoins dans la restitution et la transmission de l'expérience des passés douloureux et problématiques. L'évolution marquée de notre rapport à l'histoire qu'induit un certain type d'*histoire culturelle* et d'*histoire des représentations* – aujourd'hui très en vogue – sera interrogée aussi bien pour ses présupposés que pour ses effets sur notre compréhension de l'histoire et sur la projection de nos sociétés dans le futur. Très souvent, d'ailleurs, l'histoire des représentations se place

sous la dépendance de la « communication » qui transforme tout en objet culturel et journalistique. La question de la vérité historique devient alors superflue : elle est intégrée à l'histoire des représentations alors même qu'elle doit sa dimension critique au fait qu'elle ne concorde pas avec ces représentations. Nous nous demanderons pourquoi la thématique des crimes et génocides nazis a acquis une place aussi *essentielle,* aussi *centrale* dans nos perceptions du passé, au point de constituer un des éléments majeurs de notre environnement culturel. Cette *centralité* des crimes et génocides nazis ne s'impose ni de *fait* ni de *droit* : elle est *construite, fabriquée, élaborée* par l'intervention d'une multitude d'acteurs, institutionnels et associatifs : communautés scientifiques et éducatives, milieux de mémoires, dispositifs médiatiques, littérature, appareils politiques, et ce dans un contexte particulier, celui de notre époque caractérisée par les multiples crises contemporaines – crises sociales, idéologiques, économiques, politiques, identitaires ; crises des références d'une modernité se heurtant à ses propres limites. En tant qu'elle est *construite* – par nous et, peut-être aussi, *pour nous,* ce qui est déjà tout autre chose – cette *centralité* doit être interrogée, discutée, débattue. À force de ne pas se poser ces questions, la pensée consensuelle qui s'est emparée du sujet tourne en rond tant au plan historiographique que mémoriel et pédagogique. Une attention particulière sera ainsi accordée à l'analyse critique de tous les supports qui formatent et transmettent nos représentations des crimes et génocides nazis, des médias à l'école en passant par les productions cinématographiques et, bien évidemment, par les diverses formes de littérature dont on connaît la place qu'elles occupent aujourd'hui dans la formation de nos imaginaires – et où le meilleur côtoie parfois le pire.

MISES EN PERSPECTIVES ET RE-CONTEXTUALISATIONS HISTORIQUES

De tels questionnements ouvrent aussi la voie vers d'autres approches des crimes et génocides nazis en tant que phénomène historique singulier, notamment par une mise en perspective, ou *recontextualisation historique* du phénomène (1933-1945) en amont et en aval : expansion et conquêtes de l'Occident, révolutions et contre-révolutions, guerres et guerres civiles, genèse, développement, stabilisation et effondrement des régimes de terreur de masse, guerres coloniales et guerres de libération, conflits armés et crimes contre l'humanité aujourd'hui même. Il s'agit par conséquent de mener un effort d'*historicisation élargie* du national-socialisme à l'échelle de la modernité, modernité posée comme processus combiné d'*émancipation* et de *destruction* – contre une certaine vulgate, dominante aujourd'hui, qui vise précisément à attribuer au national-socialisme une sorte d'extraterritorialité historique, un statut hors de l'histoire, de mal radical qui aurait frappé la société de l'extérieur. Dans le cadre d'une telle recontextualisation historique (du phénomène fasciste et nazi, voire stalinien), tout semble indiquer que la Grande Guerre occupe une place historique charnière et décisive pour la compréhension à la fois du long XIX^{e} siècle (1789-1914) et du court XX^{e} siècle (1918-1989) – pour reprendre une périodisation consacrée. Cette conjoncture historique courte (14-18), mais décisive, nous livre un terreau particulièrement riche pour des questionnements historiographiques, sociologiques, politiques, anthropologiques et philosophiques sur le phénomène de la *violence* et de la

contre-violence – qui traverse de part en part tout le processus de la *modernisation.* Dans le même sillage, des notions et des questions telles que la *terreur,* la *terreur blanche,* la *terreur noire,* la *terreur rouge,* le *terrorisme,* mais aussi le *consentement,* la *collaboration* et la *résistance,* doivent être pensées et repensées au sein des contextes et des processus politiques qui leur sont *historiquement* propres – ce qui ne manquera pas d'entraîner une cascade d'autres questions relatives aux concepts politiques et juridiques de *légalité,* de *légitimité,* etc. La Seconde Guerre mondiale, par ailleurs, ne doit pas être exclusivement approchée sous l'angle des crimes de masse et des destructions dont elle fut le théâtre. Leur genèse et les évolutions historiques qui les ont rendus possibles doivent certes être sérieusement examinées. Mais cette guerre doit être aussi étudiée en tant qu'événement fondateur pour la conscience internationale : elle est à la source de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (1948), de la qualification pénale du génocide (1951) de même qu'elle a présidé à l'édification de la justice internationale, notamment de la Cour Pénale internationale. Cette prégnance du Droit et de la sphère juridique dans la régulation et la résolution des conflits – des conflits armés aux conflits de mémoires en passant par les poursuites pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocides – structure déjà un vaste champ de recherche que notre revue ne manquera pas d'interroger.

DÉCLOISONNEMENT SPATIAL

Pour être vraiment pertinente, cette *historicisation élargie* de la séquence historique 1914-1945-1989, doit être complétée par un autre élargissement, *spatial* cette fois-ci, afin d'éviter de sombrer dans un *eurocentrisme* réducteur. S'agissant, pour commencer, de la politique du Troisième Reich et du phénomène de la déportation en particulier, une telle approche internationale nous semble en effet incontournable. D'abord, en raison de la diversité des nationalités parmi les détenus des camps de concentration. Ensuite, parce que la connaissance et les représentations de l'histoire de l'Allemagne des années 1930-1945, voire de l'histoire de l'Europe, se sont répandues sur les continents américain, asiatique et africain sous des formes parfois scientifiquement contestables. De façon plus générale, cette perspective élargie s'impose aussi en raison même du caractère international de deux guerres mondiales. Qu'est-ce qui se passe au même moment, dans d'autres continents, en Asie, dans les pays arabes, au Japon, en Amérique latine ? Soyons précis : il ne s'agit pas de mettre à notre programme éditorial une sorte d'*histoire monde,* très en vogue ces derniers temps. Nous n'avons pas une telle ambition. Il s'agit plutôt d'interroger les éventuelles connexions à établir entre l'histoire de ces sociétés et celle de l'Europe lors de conjonctures historiques particulières, marquées par des tensions et des contradictions similaires. Par exemple, la mise en discussion de deux *processus de modernisation économique* en Allemagne et au Japon à la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècle peut illustrer le type de décloisonnement géographique proposé ici afin de mieux comprendre les *effets politiques* d'un certain type de modernisation économique.

ACTUALISATION DE LA CONNAISSANCE DU PASSÉ

Répété à l'infini, martelé sous de multiples versions et formes, le *Plus jamais ça !,* les *leçons du passé,* cet impératif de la vigilance a fini par n'être plus qu'un rituel, qu'une formule incantatoire. Il y a lieu de repenser de fond en comble cette question qui est à la fois de l'ordre de la pédagogie et de l'éducation à la citoyenneté. Les bonnes intentions ne suffisent pas. Comme il ne suffit pas non plus d'établir simplement des parallèles ou des similitudes entre les années 1920-1930 et aujourd'hui – souvent d'ailleurs d'une façon alarmiste et réductrice qui risque de tétaniser la réflexion. Certes, la *connaissance de l'histoire* peut nous instruire, mais nous restons toujours maîtres de nos comportements et de nos actions au présent. L'histoire nous fait *savoir,* nous fait *comprendre,* nous fait *sentir* le passé, elle ne nous dicte pas nos comportements. Il y aurait peut-être lieu d'inverser le dispositif consacré d'après lequel la connaissance du passé nous aide à comprendre le présent et de partir par conséquent de nos questionnements et de nos inquiétudes face à un présent saturé de crises multiples pour essayer de comprendre les crises du passé et le comportement des acteurs d'alors. L'attention que nous entendons porter aux interactions entre l'histoire et les mémoires peut ainsi s'avérer utile à la fois pour réintégrer dans l'histoire celles et ceux qui n'y trouvent pas spontanément leur place et pour aiguiser une indispensable critique du présent et de ses horizons d'attente.

LE RÔLE DU COMITÉ DE RÉDACTION

Nous concevons le comité de rédaction comme un lieu de *travail collectif,* porteur du projet éditorial, lieu aussi d'ouverture, d'échanges, de débats et de discussions sur les dossiers et les contributions qui alimenteront les livraisons successives de la revue. Et nous souhaitons ouvrir cet espace à toutes celles et à tous ceux, du monde universitaire aux communautés éducatives en passant par le monde associatif, dont les préoccupations et les interrogations sont susceptibles de contribuer aux objectifs susmentionnés. Le comité de rédaction accueillera avec intérêt toute proposition et toute sollicitation à participer à la réalisation d'une telle ambition.

POURQUOI UNE NOUVELLE REVUE DE LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE LA DÉPORTATION

Après quelques décennies de publication de la revue *Mémoire vivante,* sur un mode plus associatif que scientifique, le Conseil d'Administration de la Fondation a souhaité que soit mise en chantier une publication d'un nouveau genre et d'une nouvelle mouture, faisant largement appel au monde de la recherche et de l'enseignement et en partenariat avec un éditeur-distributeur qui puisse assurer son rayonnement. Il estime que le rôle d'une Fondation est d'alimenter la réflexion critique et l'engagement citoyen sur toutes les questions relatives à la transmission des valeurs, des mémoires, et de l'histoire dont elle est porteuse. Dans ce but, il considère que la nouvelle revue doit assumer le fait que ces mémoires doivent rester vivantes, c'est-à-dire réactives dans un environnement sociétal en perpétuelle évolution, ancrées dans le présent et en rapport avec ses questionnements sur le passé.